

Impressum

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **40 (2003)**

Heft 1549

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

Entre réforme et contre-réforme

Le débat autour de l'Ecole dépasse la dispute sur les nouvelles formes d'évaluation. Il est le signe d'une mutation profonde des enjeux sociaux et économiques qui la traversent.

Il y a aujourd'hui dans l'Ecole un climat délétère qui renvoie à quelque chose de déjà vu, lu et entendu. Un sentiment d'inquiétude proche d'un autre, celui d'insécurité.

Nombre de parents d'élèves sont déboussolés, ils ne comprennent plus rien aux réformes. Les nouvelles formes d'évaluation sont difficiles à lire, voire incompréhensibles. L'application des réformes est encore très inégale sur l'ensemble du territoire. A Genève, lorsqu'on déménage dans un autre quartier, on change non seulement de bâtiment scolaire mais encore, souvent, de système scolaire.

Les élèves, dont on ne demande pas l'avis, ont l'air de s'en nuier. Mais ce sont eux qui trinquent. Selon l'étude internationale Pisa effectuée dans trente-un pays sous l'égide de l'OCDE, et portant sur les acquis à la fin de la scolarité obligatoire, les Suisses lisent mal (17^e rang sur 31) et n'apprécient que peu les sciences (18^e sur 31).

Et tandis que les enseignants se disputent, on prend, doucement mais sûrement, le même virage pour traiter ce sentiment d'inquiétude, que celui choisi pour traiter du sentiment d'insécurité. Des enseignants et des parents d'élèves ont été les pre-

miers à l'amorcer. Ils réclament plus de pratiques directives. A Genève: retour aux notes et abolition du système rénové d'évaluation. Le tout sous les regards, qui vont du dubitatif au critique, des autres parents et enseignants; et parmi ces derniers, des tenants des réformes qui tentent de répondre que globalement: « Tout va très bien Madame la Marquise! ».

Une réponse un peu simple, même si elle est relayée par les appareils politiques de l'Etat, dont on se demande ce qu'ils viennent faire dans cette dispute au lieu de conserver une distance critique.

Le retour des notes est inutile

On ne répond pas à un sentiment d'inquiétude en se voulant rassurant et en laissant entendre que ce n'est qu'un sentiment! Dans de nombreux pays, ceux qui ont agi ainsi avec le sentiment d'insécurité sont en train d'en faire la cruelle expérience. Un sentiment en politique n'est pas virtuel, c'est une réalité! Et si les tenants des réformes en restent là, le retour des notes fera un tabac.

Or ce retour ne résoudra rien, car ce n'est pas un des points essentiels d'un vrai débat sur l'Ecole. Ce n'est là que l'utilisa-

tion de l'inquiétude pour enclencher un procès de remise à l'ordre. Il vaudrait sans doute mieux ne pas traiter immédiatement de réactionnaires dix-neuviémistes celles et ceux qui réclament le retour des notes. De même, il s'agirait de ne pas systématiquement démoniser les réformes. Les deux positions, qui affirment œuvrer pour l'intérêt général, ont en commun une cécité sociale et culturelle. Elles ignorent, ou feignent d'ignorer, que l'Ecole n'est plus, depuis la crise des années nonante, un lieu privilégié d'intégration sociale.

La compétition mine la mission de l'Ecole

La crise du modèle de développement économique et social qui dominait pendant la période du « miracle helvétique » et l'émergence dramatique d'un nouveau paradigme qui, de plus en plus, retourne aux cycles en matière d'accumulation des richesses et à la concurrence en matière de mode social de régulation, influencent fortement l'instruction et la formation.

La compétition à tout prix entre individus, conforme au discours politique dominant, et la montée des inégalités qui s'y rattache se réinstallent presque sans opposition.

Dans de telles conditions, le stress des élèves ne peut qu'augmenter. Un stress qui ne vient ni des notes, ni des appréciations « rénovées », mais des pressions

sociétales qui font de l'Ecole un enjeu économique et social, voire culturel, à un âge où l'enfant n'a encore aucun élément pour donner corps à son avenir.

Avant de vouloir en découdre, enseignants et parents d'élèves... et élèves devraient d'abord prendre la mesure de cette mutation. Nous sommes entrés dans une période de passage du certain au provisoire, du programmable à l'occasionnel, donc dans une crise de structures destinée à durer encore longtemps. Une période dans laquelle les recettes anciennes ou récentes seront inopérantes. *dm*

IMPRESSUM

Rédacteur responsable:
Jean-Daniel Delley (jd)

Rédaction:
Marco Danesi (md)

Ont collaboré à ce numéro:
Gérard Escher (ge)
André Gavillet (ag)
Jacques Guyaz (jg)
Daniel Marco (dm)
Anne Rivier

Débat:
François Brutsch

Forum:
Michel Egger

Responsable administrative:
Anne Caldelari

Impression:
Presses Centrales Lausanne SA

Abonnement annuel: 100 francs
Etudiants, apprentis: 60 francs
@abonnement e-mail: 80 francs
Administration, rédaction:
Saint-Pierre 1, cp 2612
1002 Lausanne
Téléphone: 021/312 69 10
Télécopie: 021/312 80 40
E-mail: domaine.public@span.ch
CCP: 10-15527-9

www.domainepublic.ch